

Voilà des années que le Nouveau parti démocratique se plaint de ce que les multinationales américaines font des profits au Canada. Mais parce qu'il y a maintenant des sociétés canadiennes qui étendent leur activité à l'étranger, qui exportent leur technologie, leur savoir-faire, etc., il se voile la face. Bien sûr il y a des problèmes, mais ils ne viennent pas du capital étranger. INCO est une société à capital canadien. La demande mondiale de nickel a baissé à cause de la conjoncture internationale. Il se produit moins d'acier. L'exploitation des ressources naturelles est soumise à des fluctuations. Dans la situation actuelle du marché international il est impossible d'augmenter encore les stocks de nickel.

On l'a fait pendant trois ans, dans l'espoir que le marché se redresserait. Mais en continuant on ne ferait qu'aggraver les problèmes parce que les prix sont bas, et que plus on en stockera, plus les prix baisseront et plus il y aura de difficulté. Nous nous efforçons de trouver une solution à ce problème. Nous pensons qu'il s'agit d'un problème à court terme.

Lorsque des sociétés canadiennes comme Northern Telecom et INCO ont la possibilité de grossir, d'intervenir sur les marchés extérieurs et de se spécialiser dans un domaine quelconque pour favoriser l'industrialisation de pays étrangers, on nous dit qu'elles doivent se cantonner dans nos frontières. On nous dit qu'il ne faut pas aller ouvrir des mines au Guatemala et en Malaisie. Mais c'est absolument incroyable. On nous dit qu'INCO ne doit pas aller ouvrir des mines dans ces pays parce que cela va empêcher la mise en valeur de nos gisements. Est-ce que l'opposition ne sait pas que les Canadiens ne sont pas les seuls à pouvoir ouvrir des mines? Il y a les Britanniques, il y a les Allemands et il y a les Japonais par exemple. Il y a des douzaines de sociétés qui seraient toutes disposées à exporter leurs moyens techniques et leur technologie. Cela ouvre des débouchés pour les marchandises que nous savons produire, et dans la technologie minière nous venons aux tout premiers rangs mondiaux.

Si nous n'exportons pas notre technologie, il faut être naïf pour croire que personne d'autre ne le fera car en fait, bien des pays le feront. C'est caractéristique des néo-démocrates de défendre la veuve et l'orphelin chaque fois qu'un problème social se pose.

M. Broadbent: Comme les mineurs de l'INCO.

M. Chrétien: Dans le cas de l'INCO, le NPD s'y intéresse non pas par conscience sociale, mais parce qu'il cherche à en tirer parti pour lui-même.

M. Broadbent: Vous plaisantez!

M. Chrétien: Ce n'est pas parce que notre industrie minière connaît des problèmes qu'il faut refuser aux pays du tiers monde toute aide technique pour l'exploitation de leurs richesses naturelles et les laisser mourir de faim. Les néo-démocrates disent que nous ne devrions pas essayer d'aider les pays en voie de développement.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): C'est un homme de paille.

M. Chrétien: Je puis comprendre que le NPD dise «Au diable les pays pauvres; qu'ils exploitent eux-mêmes leurs richesses naturelles», mais il y a des conférences internationales auxquelles nous cherchons les moyens d'aider les pays du tiers monde à créer des emplois pour leur population afin qu'ils deviennent assez riches pour être autonomes. L'attitude des

Chômage dans l'industrie minière

néo-démocrates est sidérante. Je reconnais qu'il y a des problèmes dans l'industrie minière, mais le chef du NPD (M. Broadbent), dans sa confusion, a commencé à parler des capitaux étrangers. Dans le cas de l'INCO, il ne s'agit pas de capitaux étrangers mais bien de capitaux canadiens.

M. Broadbent: Avez-vous écouté ce que j'ai dit, vieille baderne?

M. Chrétien: Pendant une dizaine ou une quinzaine d'années, les néo-démocrates ont dit que les capitaux étrangers investis au Canada étaient une bonne chose, mais ils ont changé d'avis. Ils disent que les compagnies canadiennes ne devraient pas être multinationales, que nous devrions cesser de nous occuper de ce qui se passe à l'étranger et que nos sociétés internationales ne sont pas meilleures que les autres. Je pense qu'ils ne font qu'essayer de brouiller les cartes.

M. Broadbent: C'est vous qui vous vous êtes fait brouiller les idées.

M. Chrétien: Bien sûr que nous avons des problèmes, mais les députés croient-ils qu'en nationalisant l'INCO demain les marchés mondiaux s'amélioreront soudain et que les Américains se mettront à acheter notre nickel?

M. Broadbent: Qui a parlé de nationaliser l'INCO?

M. Chrétien: Vous! C'est toujours la solution toute prête: quand les compagnies licencient des employés, il faut les nationaliser. C'est ce qu'ont fait les Sud-Américains pendant des générations, et c'est pourquoi ils sont maintenant dans un tel fouillis. Au lieu d'affronter les problèmes de façon rationnelle, ils ont adopté la solution facile, émotive. Ils se sont dit qu'il fallait chasser les Américains et tout nationaliser, et toutes ces usines durent éventuellement fermer leurs portes.

Dans le contexte actuel, mes collègues et moi avons eu des entretiens avec l'INCO et d'autres compagnies pour tâcher de minimiser les conséquences fâcheuses, et avons proposé aux travailleurs de se partager le travail entre eux durant cette période difficile. C'est une façon humaine d'aborder le problème, et non une façon abstraite, d'où il ne découle que des solutions de facilité. Nous avons envisagé la possibilité de constituer des stocks, mais je crois que cette décision revient à la société en cause. Même en ce moment, malgré la baisse de la demande, on prévoit que la situation se rétablira l'an prochain. Les entreprises ont déjà stocké la production de nickel de quelque huit ou neuf mois. Nous avons discuté de cela avec leurs dirigeants, et personne ne prétend que c'est la solution parce que cela pourrait peut-être entraîner un fléchissement encore plus grand du marché.

● (1552)

M. Broadbent: Personne, à l'exception des mineurs.

M. Chrétien: Bien sûr, quand une économie a une performance en dents de scie, il faut s'attendre à des difficultés dans l'industrie minière ou forestière ou dans tout autre secteur et à l'heure actuelle, c'est le secteur minier qui est touché. Il y a quelques années, lorsque Sudbury a soudainement connu une vague de prospérité à cause de nouvelles découvertes, bien peu de gens en ont remercié le gouvernement. Dans le secteur des ressources naturelles, il faut s'attendre à des hauts et des bas.